



CREATERRA
Partenaire de votre Patrimoine

Panta Rhei

Rien n'est permanent sauf le changement

Citation

« *The man who makes no mistakes does not usually make anything* »

Edward John Phelps

Janvier 2017, n°57 - Trimestriel

Editorial

Chers amis, chers clients, chers lecteurs,

L'ensemble de la société Createrra se joint à moi pour vous souhaiter une excellente année 2017 pour vous et vos proches. De notre côté, nous poursuivons notre développement et avons le plaisir d'accueillir parmi nous Giovanni Porta en tant que Senior Wealth Manager.

L'année 2016 fut riche en événements divers et variés et on pourrait longuement s'y attarder. Permettez-moi de me focaliser sur un phénomène surprenant que j'aimerais un peu analyser avec vous: en politique, on ne se cache plus pour mettre en pratique le célèbre adage attribué à Machiavel « la fin justifie les moyens ».

Loin de moi l'idée de prendre parti pour une quelconque couleur politique ou un personnage public en particulier. Ce qui m'interpelle, c'est que non seulement le mensonge fasse partie des outils du marketing politique moderne, mais aussi que la prise de conscience de ces pratiques, pour le moins discutables, ne semble offusquer qu'une infime minorité de gens.

Prenons par exemple le cas du Brexit.

« *Le référendum est un procédé de démocratie semi-directe (appelée aussi démocratie participative) par lequel l'ensemble des citoyens d'un territoire donné est appelé à exprimer une position sur une proposition qui leur est soumise, concernant une mesure qu'une autre autorité envisage de prendre* ». (François Julien Laferrière, professeur émérite de droit à Limoges et Paris-Sud). Le référendum sur le Brexit est encore très présent dans nos esprits. Le caractère démocratique de cette initiative semble évident. Toutefois, les manœuvres utilisées par certains hommes politiques pour essayer de convaincre les électeurs peuvent objectivement nous heurter. Invité au lendemain du vote à l'émission télévisée « *Good Morning Britain* », pour la sortie de la Grande Bretagne de l'UE, Nigel Farage, chef du parti populiste UKIP, admettait que l'un des arguments principaux des opposants à l'UE était faux: la contribution hebdomadaire du Royaume-Uni au budget de l'Union européenne n'était pas de 350 millions de GBP par semaine mais bien de

163 (soit un peu moins de la moitié du chiffre tant décrié). Entretemps, le Brexit avait été accepté par les électeurs; c'est ce qui importait!

Vous avez aussi probablement constaté que les dernières élections présidentielles américaines ont mis en évidence la montagne d'imprécisions et de mensonges de nombre de candidats. L'histoire ne retiendra que le nom du vainqueur et oubliera la façon dont la victoire a été acquise. Ne jouons pas aux vierges effarouchées, ces excès sont vieux comme le monde! C'est là que j'aimerais nuancer ...

L'influence de certains événements politiques sur l'économie réelle et la confiance des citoyens est incontestable. Les nombreuses échéances électorales (Royaume-Uni, Etats-Unis, France, Italie, Autriche, ...) ont tenu en haleine la planète Finance et ont influencé d'une manière ou d'une autre la perception des investisseurs, au moins momentanément. Pourquoi ai-je cette impression qu'aujourd'hui, plus que par le passé, la perception ou le ressenti des gens compte plus que les faits objectifs? L'évolution des sciences exactes et des nouvelles technologies aurait pu nous faire penser le contraire. La multiplication d'émissions de télé-réalité, l'influence de Twitter et autres outils en vogue des réseaux sociaux où la pertinence des informations diffusées est hors contrôle, la mise sur le marché d'outils de réalité virtuelle (notamment les casques virtuels), l'importance donnée à l'apparence plutôt qu'à la réalité traduisent probablement une évolution dans le fonctionnement de notre société.

Les gens ont besoin de rêver, d'oublier leurs tracas quotidiens, d'entendre des paroles reconfortantes et positives, peu importe qu'elles soient manipulées ou totalement fausses. Et les experts en communication l'ont bien compris!

Néanmoins, dans notre petit monde de la finance, la raison finit le plus souvent par l'emporter. Une société qui publie des résultats nettement supérieurs aux attentes finira par attirer l'attention des investisseurs et verra son cours boursier s'apprécier. Des informations erronées sur des entreprises,

Dans ce numéro:

Economies - Marchés -
Stratégie : les tendances **2 et 3**

Asset allocation **3**

Indexes **4**

propagées volontairement ou non, entraînent une sanction, si pas des autorités, en tout cas du marché en général.

En tant qu'investisseurs avisés, nous constatons que, dans la durée, les marchés réagissent de manière assez rationnelle. Et même lorsque, temporairement, des mouvements boursiers semblent incohérents et inexplicables, la voie de la raison finit le plus souvent par reprendre le dessus. Les surprises et coups de théâtre politiques peuvent influencer les marchés financiers à court terme. On l'a vu dans les heures qui ont suivi la victoire du Brexit et l'élection de Donald Trump. Les spéculateurs et autres traders bien avisés ou simplement

chanceux peuvent parfois en profiter mais les fondamentaux rationnels finissent en général par supplanter les effets des perceptions subjectives et émotionnelles. C'est peut-être moins « sexy » que ce à quoi nous assistons dans le paysage audio-visuel et politique mais tellement réconfortant finalement.

Charles Bok
Associé-Directeur

Economies - Marchés - Stratégie: les tendances

2016 fut une année particulière à bien des égards. Au niveau politique, qui aurait parié à l'aube de 2016 que Donald Trump serait élu 45^e président des Etats-Unis et qui aurait imaginé que la majorité des britanniques voterait pour un Brexit? Comme évoqué dans l'éditorial, la montée des populismes a marqué l'année écoulée. Les marchés financiers n'ont pas été en reste au rayon des surprises. Le début d'année fut marqué par une baisse spectaculaire des bourses (près de 20%) provoquée par plusieurs éléments (notamment les craintes d'un ralentissement plus fort que prévu en Chine et la chute importante du prix du pétrole). Après avoir atteint un plancher mi-février, les marchés se sont ressaisis. En effet, il est apparu que la Chine allait réussir à éviter un atterrissage brutal. En outre, les chiffres américains se sont avérés rassurants au niveau de la croissance, de l'emploi et de la reconstitution d'un niveau d'inflation modéré tandis que les statistiques européennes montraient dans l'ensemble une légère amélioration.

Fin du premier semestre, le résultat inattendu du référendum britannique a provoqué une brutale baisse des marchés pendant deux jours. Terrassés par les conséquences de la future sortie du Royaume-Uni de l'Union Européenne, les bourses ont toutefois étonnamment rebondi quelques jours après l'annonce du vote; les opérateurs des marchés estimant que les répercussions négatives du Brexit ne se matérialiseraient pas avant de nombreux mois et que le processus de sortie nécessiterait de longues négociations à l'issue pas particulièrement négative pour l'UE.

Le dernier trimestre de l'année fut marqué par les élections américaines. La victoire surprise de Donald Trump a déstabilisé les bourses pendant quelques heures alors que les plus pessimistes annonçaient un krach boursier en cas de victoire de l'homme d'affaires controversé. Les marchés ont contre toute attente pris de l'altitude; ceux-ci estimant que le programme économique de Trump, axé notamment sur les dépenses en infrastructure, serait bon pour l'économie US. L'élection a ainsi constitué le point de départ d'un rallye de fin d'année qui a permis à la plupart des marchés européens de terminer dans le vert.

L'indice européen EuroStoxx 50 a clôturé 2016 en légère hausse de 0,7%. Par contre, l'indice belge Bel20 a terminé l'année en négatif (-2,5%) pour la première fois depuis 2011.

Durant ce trimestre, la banque centrale américaine (Fed) a, pour la seule fois en 2016, relevé ses taux de 25 points de base et ce, pour la deuxième fois en 10 ans et environ 1 an après la hausse précédente. L'année 2016 a constitué un bon cru pour la bourse américaine.

De son côté, la banque centrale européenne (BCE) a une fois de plus encore tout fait pour rassurer les marchés en décembre. Celle-ci a en effet décidé de prolonger son vaste programme de rachat d'actifs jusqu'à la fin 2017. Ce «bazooka» monétaire qui consiste pour la BCE à racheter chaque mois de la dette, principalement des obligations publiques, devait en principe s'achever en mars. Le rythme a toutefois été ramené de 80 milliards d'euros par mois à 60 milliards, comme avant juin 2015.

L'année 2017 s'annonce plutôt bien, tant au niveau des pays développés que dans les pays émergents (la Russie et le Brésil devraient sortir de leur récession). La croissance mondiale devrait s'améliorer après plusieurs années de révisions négatives.

La politique économique de Trump va très vraisemblablement écarter les menaces de déflation. Il faudra toutefois rester attentif à la rhétorique anti-trade du nouveau président américain (protectionnisme). Si on ne peut exclure qu'à plus long terme, la politique économique américaine creuse à nouveau le gouffre de la dette, à court terme les risques de récession semblent s'éloigner. Or, avant la victoire de Trump, un consensus s'était dégagé au sujet d'une récession de faible intensité en 2017. Ce scénario devrait être évité, ce qui devrait s'avérer favorable pour l'économie et les résultats des entreprises US.

Les actions américaines ne sont pas bon marché mais les statistiques économiques ainsi que les résultats des sociétés semblent, pour le moment, justifier les niveaux atteints. Tant que la confiance des investisseurs restera satisfaisante et que les chiffres publiés seront supérieurs ou conformes aux attentes, la bourse américaine devrait continuer à légèrement progresser.

En Europe, malgré les incertitudes politiques (élections en France, Pays-Bas et Allemagne ainsi que le début des négociations sur les termes du Brexit), les données économiques sont encourageantes avec notamment un taux de chômage sous la barre des 10% pour la première fois depuis 10 ans. Seuls des dérapages politiques marqués pourraient faire dérailler la poursuite de la reprise européenne (comme par exemple une victoire surprise de Marine Le Pen aux présidentielles françaises, vu le flou immense de son programme économique).

Du côté des marchés boursiers européens, le potentiel nous paraît un peu supérieur que celui des marchés US pour 2017.

Les résultats des entreprises sont dans l'ensemble rassurants sans être exceptionnels.

L'écart de valorisation entre les bourses européennes et américaines devrait s'atténuer au profit des premières.

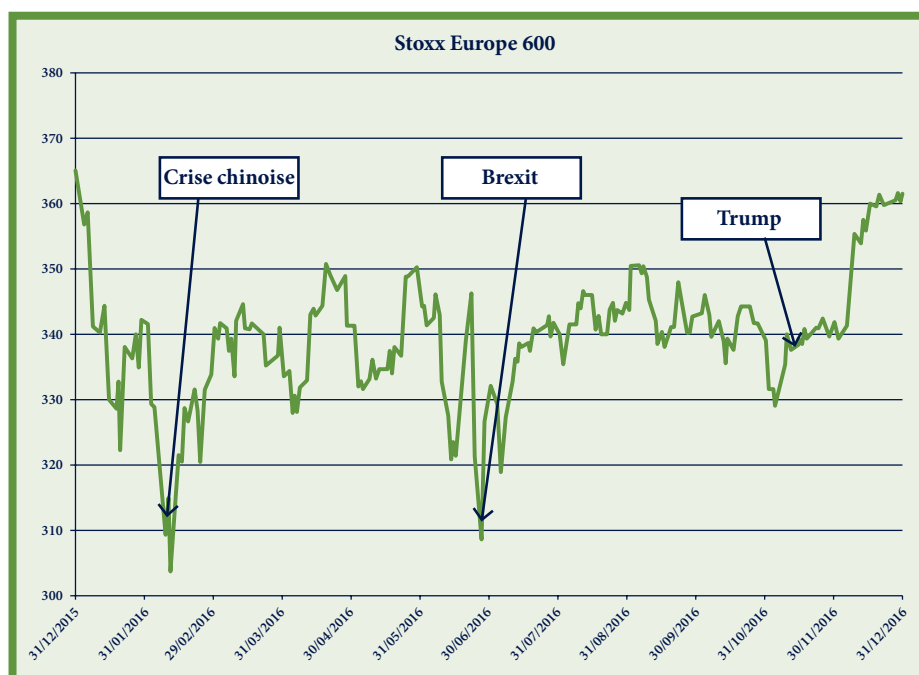
Au niveau des taux d'intérêt, le mouvement est entamé côté américain : la Fed devrait poursuivre par étapes le mouvement de hausse des taux courts de manière progressive et limitée.

Les obligations de durée inférieure à 6-7 ans ne devraient pas trop souffrir ; le scénario de hausse des taux courts étant déjà intégré dans les prix.

Côté européen, nous l'avons vu à de nombreuses reprises, la sensibilité reste élevée, surtout que les taux courts n'ont toujours pas été révisés à la hausse.

Nous serons donc prudents avec les emprunts européens.

Enfin, les obligations des pays émergents semblent être en mesure d'offrir des rendements attractifs : le taux de défaut devrait rester bas et l'écart de rendement suffisant pour continuer à attirer des investisseurs en quête de diversification raisonnable.



Après une année volatile et inattendue, les perspectives économiques des deux côtés de l'Atlantique ainsi que dans les pays émergents nous incitent plutôt à l'optimisme pour l'année qui débute. Une diversification des portefeuilles en différentes classes d'actifs continuera d'être privilégiée afin de faire face à d'éventuelles secousses à court terme générées par des surprises politiques ou autres.

Charles Bok
Associé-Directeur

& Fabien Plancq
Senior Wealth Manager

Asset allocation préconisé pour un investisseur *MEDIUM* (maximum 50% actions) en EUR

Allocation d'actifs		Exposition devises	
Total actions individuelles et fonds actions (immobilier inclus)	43%	EUR	80%
actions européennes	24%	USD	15%
actions américaines	14%	Autres	5%
actions émergentes + Japon	5%		
Obligations et fonds obligataires	25%		
Fonds alternatifs	15%		
Divers (immobilier 7% & or 3%)	10%		
Liquidités	7%		
	100%		100%

Lignes directrices de notre politique-maison. Pour de multiples raisons, des différences, parfois substantielles, peuvent exister entre plusieurs portefeuilles. Clôture de rédaction : 04/01/17

Indexes

EQUITIES	2016 Q4	2016
Europe		
STOXX Europe 600	5,39%	-1,20%
CAC 40 (Paris)	9,31%	4,86%
BEL 20 (Brussels)	1,42%	-2,54%
USA		
S&P 500 (New York)	3,25%	9,54%
NASDAQ (New York)	1,34%	7,50%
Rest of the world		
NIKKEI 225 (Tokyo)	16,20%	0,42%
MSCI Emerg local currency (in €)	-1,85%	7,12%

BONDS	2016
Corporate Bonds	
Bloomberg EUR Investment Grade European Corporate Bond Index	4,45%
Bloomberg US Corporate Bond Index	5,93%
Bloomberg USD Emerging Market Corporate Bond Index	11,60%
Government Bonds	
Bloomberg/EFFAS Bond Indices EURO GOVT 1-5 YRS Total Return	0,90%

CURRENCIES	USD	GBP	CHF	JPY	SGD
As at 30/12/16	1,0517	0,8535	1,0721	122,9700	1,5217
As at 31/12/15	1,0862	0,7370	1,0882	130,6400	1,5412
%	3,28%	-13,65%	1,50%	6,24%	1,28%

COMMODITIES (in USD)	Gold	Silver	Oil (WTI)	Oil (Brent)	Bloomberg Agriculture
As at 30/12/16	1.147,50	15,93	53,72	56,82	53,92
As at 31/12/15	1.061,10	13,85	37,04	37,28	52,99
%	8,14%	15,02%	45,03%	52,41%	1,76%

CREATERRA SA

Createrra SA est une société indépendante de gestion de patrimoines au service des investisseurs à la recherche de solutions globales et personnalisées.

La gestion journalière des portefeuilles de nos clients repose à la fois sur un processus décisionnel très précis et sur le respect permanent de leurs desiderata particuliers.

Les portefeuilles dont la gestion nous est confiée sont déposés en toute sécurité auprès d'une institution bancaire de renom.

Nous avons développé depuis plusieurs années une grande expertise dans le domaine de la structuration de patrimoines, notamment à travers des assurances patrimoniales.

Notre équipe est à votre disposition en Belgique et au Grand-Duché de Luxembourg où se trouve notre siège social.

Createrra SA est sous le contrôle de la Commission de Surveillance du Secteur Financier luxembourgeois. Notre succursale belge est sous la tutelle de la Banque Nationale de Belgique.

Createrra SA est auditée par Grant Thornton Lux Audit S.A.

Belgique

66 rue du Tabellion,
1050 Bruxelles
Tel + 32 (0)2 346 26 76
Fax + 32 (0)2 346 10 45

Luxembourg

6 rue d'Arlon,
8399 Windhof
Tél + 352/45 16 36 1
Fax + 352/45 16 38

www.createrra.com

